

DÉBAT SUR L'AFRIQUE AVEC GUY LABERTIT

Jean-Daniel Chaoui :

Souligne le désintérêt du parti pour l'Afrique.

Il classe les pays africains en trois catégories de démocratie :

- 1- Pays démocratiques : Sénégal, Maurice, Afrique du Sud
- 2- Pays moyennement démocratiques, jouissant d'une relative liberté politique : Madagascar, Kenya, Mali
- 3- Démocraties, absence d'alternance possible : Tchad, Libye, Zimbabwe, Togo, Ouganda, Rwanda
- 4- Pays où la situation politique est chaotique ; RDC, Côte d'Ivoire, Somalie, Libéria.

Après un certain idéalisme du PS, il y a eu, devant le peu de résultats, un renoncement implicite au profit de l'ordre et de la stabilité.

Le message envoyé au peuple africain est que le seul moyen de s'en sortir est la violence.

Guy Labertit :

Confirme l'intérêt médiocre du parti pour ces questions. Toutefois le MJS a consacré à La Rochelle une séance plénière à l'Afrique. Que feront les socialistes si nous revenons au pouvoir ?

Il n'est pas ringard de s'intéresser à l'Afrique. C'est le continent qui souffre le plus de la mondialisation. C'est le continent des désordres.

Le développement solidaire devrait guider les socialistes.

Il faut réanimer l'intérêt des socialistes pour l'Afrique, par rapport à une droite qui est ancrée dans le passé.

Un point très important est notre rapport à l'armée française ; le cœur de notre armée est opposé à toute évolution de notre rapport au politique.

Dans l'Afrique francophone, il n'y a que deux présidents civils. C'est le reflet d'un certain rapport à l'Afrique.

Voir ma contribution pour trouver les politiques alternatives.

Il faut une approche politique de ce continent.

Entre 97 et 2002 nous avons fait la réforme de la coopération, qui a été une réussite administrative, mais nous avons manqué de courage politique dans les choix budgétaires. On ne peut pas faire mieux avec moins.

Il faut revoir tous les accords de défense avec la nouvelle donne mondiale. La question militaire est essentielle. Il n'y a plus d'accords bilatéraux idéaux ; il faut impliquer l'Europe.

L'impôt mondial est une bonne idée.

Il vaut mieux parler d'engagement public au développement plutôt que d'aide publique.

Dans le parti on n'est pas uni sur l'Afrique. Certains veulent s'en aller et pensent que seule une politique multilatérale est possible. Je pense qu'il faut maintenir ce rapport et être un facteur dynamique politique dans l'ensemble européen.

La discussion s'est ensuite engagée sur la Côte d'Ivoire puis sur le Bénin.

La question de la conditionnalité de l'aide publique au développement a été débattue